

## Article 31 du Règlement

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

## CHYPRE

Quant à sa question, à savoir si on veut augmenter les dépenses, je répondrai ceci. Qui a augmenté les dépenses de ce pays? Qui a presque triplé la dette? Qui a augmenté les taxes à 37 reprises? C'est le gouvernement conservateur. Il est plus que temps d'écouter tous les dirigeants qui nous entourent, ce dont vous semblez incapables.

**Mme Diane Marleau (Sudbury):** Monsieur le Président, je voudrais prendre un moment pour féliciter ma collègue du Parti libéral et aussi pour souligner aux honorables députés d'en face que ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement qui va commencer à penser aux Canadiens et aux Canadiennes. C'est bien beau, on entend toutes sortes de statistiques, et ainsi de suite, mais ce que les gens veulent, c'est travailler, ils veulent un emploi. On sait qu'il n'y a pas de miracles, cela on le comprend. Mais, avec les projets que vous venez de nous présenter dans votre mini-budget, vous ne donnez aucun espoir. Il n'y a rien qui soit susceptible d'aider nos Canadiens cet hiver. On veut quelque chose pour cet hiver.

Quand le chef de l'opposition avait proposé le projet d'infrastructures, c'est un projet qui devait être partagé entre les trois paliers de gouvernement, le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les gouvernements municipaux, pour un tiers chacun. On sait que ces projets sont prêts à être mis de l'avant aujourd'hui. Pourquoi ne pas avoir prôné ou suggéré un programme de ce genre-là? Il me semble que si l'on avait des projets qui pouvaient commencer tout de suite, pour donner un peu d'espoir à ceux qui sont là, qui veulent un emploi d'ici l'été. . . La députée voudra peut-être ajouter à mon commentaire.

**Mme Maheu:** Monsieur le Président, il me fait plaisir d'ajouter aux commentaires de ma collègue. Les Canadiens et les Canadiennes nous écoutent, bien sûr. Le gouvernement prévoit dans son mini-budget de la semaine dernière, une augmentation de 5 000 emplois.

J'habite et je représente la circonscription de Saint-Laurent—Cartierville. La ville de Saint-Laurent est la deuxième ville industrielle au Québec. On a perdu plus de 5 000 emplois depuis que ce gouvernement a pris le pouvoir. Quand on a imposé l'Accord de libre-échange aux Canadiens, on disait que la haute technologie était l'avenir de notre pays. La compagnie Philips, une compagnie de haute technologie dans notre circonscription, vient tout juste de laisser aller 490 emplois dans la haute technologie, justement dans le domaine où le gouvernement dit qu'est l'avenir. Je pense qu'ils ont grandement besoin de réfléchir, de consulter et d'écouter.

[Traduction]

**M. le Président:** Comme il est 14 heures, la Chambre passe aux déclarations de députés, conformément à l'article 31 du Règlement.

**L'hon. Alan Redway (Don Valley—Est):** Monsieur le Président, d'ici le milieu du mois, le Canada doit décider s'il renouvelle, auprès de l'ONU, son engagement de maintien de la paix à Chypre pour six mois encore.

Nous y sommes depuis 28 ans, il est donc compréhensible que notre gouvernement, que l'on presse de fournir des soldats pour d'autres missions dans le monde, envisage de mettre fin à notre présence à Chypre.

Chypre est le dernier pays européen encore occupé par des troupes étrangères. Depuis 1974, l'ONU a adopté 24 résolutions demandant à la Turquie de retirer ses troupes.

Le Canada a appuyé les résolutions de l'ONU au sujet de l'Irak et du Koweït. Nous ne nous sommes pas retirés au milieu de la guerre du Golfe, nous sommes restés jusqu'à ce que le travail soit fait.

Des négociations en vue d'une solution du problème de Chypre doivent recommencer dans 100 jours. Il me semble que, dans ces conditions, la seule chose honorable que le Canada puisse faire, c'est maintenir un contingent à Chypre jusqu'à ce que le travail soit terminé, au lieu de se retirer maintenant, au risque de provoquer une nouvelle guerre, simplement pour pouvoir prendre part à une autre mission de maintien de la paix.

\* \* \*

## LA CATASTROPHE À LA MINE WESTRAY

**L'hon. Roger C. Simmons (Burlington—Saint-Georges):** Monsieur le Président, 26 personnes ont péri dans l'accident de la mine Westray. Aujourd'hui, sept mois plus tard, leurs veuves, leurs enfants, leurs collègues et leurs parents et amis, dont Chris Martin de Thorburn, frère d'un des disparus, se demandent encore pourquoi? Que s'est-il produit? Qu'est-ce qui a flanché?

Toutes ces personnes ont le droit de savoir, tout comme les citoyens canadiens, car ce sont eux qui paient la note: 135 millions de dollars.

Ils se demandent s'il y a eu violation des consignes de sécurité. Pourquoi le premier ministre est-il intervenu si rapidement pour faire approuver l'entente? Ces vies humaines n'étaient-elles que des pions d'un jeu politique?